

## OULD KABLIA EXPLIQUE LES DISPOSITIONS DE LA NOUVELLE LOI

# Plus de sit-in pour les associations

**Les intentions d'Ould Kablia se précisent davantage. Les notions d'atteinte à l'ordre public et d'ingérence contenues dans le projet de loi sur les associations sont si élastiques qu'elles engloberont la liberté de protestation. Une fois le texte adopté, aucun sit-in à l'initiative des associations ne sera toléré.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Le ministre de l'Intérieur est catégorique : les associations agréées n'ont aucune raison d'appeler à des manifestations sur la voie publique.

Les sit-in et autres rassemblements de protestation leur seront interdits en vertu des articles contenus dans la loi sur les associations. Les craintes du mouvement associatif se confirment. L'étau va sérieusement se resserrer autour des associations quels que soient leur nature et leur domaine d'intervention. Des restrictions que le ministre de l'Intérieur justifie par l'impératif de respecter la souveraineté nationale.

Les associations à caractère religieux seront quant à elles soumises à un autre régime. A la demande du ministre des Affaires religieuses, ces associations seront régies par des articles différents de ceux destinés aux autres associations, au regard de leur nombre et de leur domaine d'intervention. Le ministre de l'Intérieur

qui répondait hier aux sénateurs au cours d'une séance consacrée à l'examen de la loi sur les associations expliquait que son département avait recensé 14 774 associations à caractère religieux. Il affirme que les associations estudiantines feront également l'objet d'une autre loi, estimant qu'il fallait redéfinir la qualité d'étudiants puisque, dit-il, certaines associations dites estudiantines sont présidées par des personnes ayant fini leurs études depuis plus de dix ans et que des associations de jeunes ont à leur tête des personnes plus âgées que lui.

Ould Kablia promet également de mettre sous la loupe les associations satellitaires proches de certains partis politiques.

Les relations entre ces deux entités seront surveillées de près, dit-il. Quel sort réserve le texte aux comités de soutien qui voient régulièrement le jour à l'occasion des élections ? Le ministre indique qu'il ne pouvait s'agir d'associations puisque ces comités « agissent dans l'informel » et sont créés

de manière conjoncturelle. En réponse aux interpellations des sénateurs, le ministre de l'Intérieur a fait le point sur la cartographie du mouvement associatif. Il en ressort que les associations à caractère national sont au nombre de 1 005 activant dans le domaine culturel, professionnel ou au profit des jeunes.

Pas moins de 90 000 associations activent au niveau local. Il s'agit essentiellement d'associations de quartier, de parents d'élèves ou d'associations à caractère religieux.

La wilaya d'Alger en compte le plus grand nombre avec 44 000 associations tandis que Annaba se place au bas du tableau.

Comme il l'avait fait devant les députés, le ministre de l'Intérieur s'est défendu de vouloir interférer dans les affaires des associations,



Ould Kablia resserre l'étau autour des associations.

qualifiant de nécessaires les dispositions de la loi qui sera soumise au vote au niveau du Sénat

demain au même titre que la loi sur les partis politiques.

N. I.

## Le sit-in des syndicalistes du CLA, du SNCCOPEN et du SNTFP réprimé

**Les syndicalistes venus protester hier au 44, rue Mohamed-Belouizdad, devant le siège du ministère du Travail de l'Emploi et de la Sécurité sociale, à Alger, ont eu plutôt droit à une bastonnade.**

En l'occurrence les membres fondateurs de trois syndicats non agréés : le Conseil des lycées d'Algérie (CLA), le Syndicat national des corps communs et des ouvriers professionnels de l'éducation nationale (Snccopen) et le Syndicat national des travailleurs de la formation professionnelle (Sntfp). Les protestataires, qui devaient observer un sit-in, ne s'attendaient pas, selon leurs termes, à être brutalisés mais à ce que leurs représentants soient

reçus au niveau du ministère auprès duquel ils sont venus demander pourquoi l'octroi d'un agrément de leurs organisations traîne. Or, le dispositif policier mis en place a empêché tout rassemblement.

« Nous n'étions pas nombreux, c'était uniquement les membres fondateurs. Nous sommes venus demander où sont nos dossiers et pourquoi on agréé des syndicats et on refuse d'autres », s'est indignée une syndicaliste du CLA qui a pris attache avec notre rédaction hier en début d'après-midi.

Les adhérents à l'organisation du défunt Redouane Osman, hébergée provisoirement dans les locaux de la Ligue algérienne des droits de l'homme aile Hocine Zehouane, se demandent, ajoutée-elle, pour quelle raison on leur

refuse l'agrément. « Aucun motif valable n'est avancé par le ministère. On nous a demandé de changer le sigle, prétextant que CLA renvoie aux lycées d'Alger. Mais c'est invraisemblable. Notre appellation dès le début était Conseil des lycées d'Algérie et pas d'Alger. Et les en-têtes de toutes les correspondances que nous leur avons adressées le prouvent, le cachet de l'organisation aussi », souligne-t-on.

Les représentants des deux autres syndicats, fondés en 2002-2003 et qui se sont également présentés à notre rédaction, ne savent pas, eux aussi, pourquoi l'administration refuse de les agréer. « On ne nous a même pas donné un récépissé lors du dépôt du dossier », nous dira l'un d'eux.

R. N.

### LES PRIMO DEMANDEURS PRIORITAIRES

## Pas de remise en cause du passeport biométrique

Une cinquantaine de daïras pilotes ont été retenues pour le lancement des opérations de délivrance du passeport biométrique. Dès le mois de janvier, elles devraient commencer à en délivrer.

Les primo demandeurs seront les premiers à en bénéficier. Le ministre de l'Intérieur a nié catégoriquement l'intention de son département d'abandonner le projet du biométrique.

Il reconnaît la difficulté que rencontrent les Algériens établis à l'étranger pour obtenir le 12 S. Une réunion avec les consuls est prévue pour bientôt afin de mettre en place un mécanisme facilitant l'obtention dudit document nécessaire à l'établissement du passeport biométrique.

N. I.

## Les Anglais en explorateurs à Tizi-Ouzou

**Son Excellence l'ambassadeur du Royaume-Uni à Alger, Martyn Keiht Roper, a rencontré, ce lundi, à Tizi-Ouzou, les opérateurs économiques de la région. Pour l'hôte de la capitale du Djurdjura, « les échanges commerciaux entre nos deux pays sont sur la bonne voie ».**

La rencontre, qui a eu lieu à l'hôtel les Trois-Roses (ex-Le Concorde) de Tizi-Ouzou, a été amorcée par un exposé du président de la Chambre de commerce et d'industrie, Ameziane Medjkouh. Pour lui, « c'est une occasion pour nos deux pays de renouer les liens qui existent déjà », ajoutant que la densité de la population de la wilaya, près de 450 habitants au km<sup>2</sup>, est un élément valorisant et que les 1 250 000 âmes qui y vivent « ont un pouvoir d'achat honorable ».

Le président de la Chambre de commerce et d'industrie n'a pas omis de mentionner les ressources en eau, une autre richesse de la wilaya, qui alimente plusieurs régions, y compris Alger. « Nous devons développer nos échanges », dira-t-il.

De son côté, Martyn Keiht Roper a déclaré devant des hommes d'affaires que le Royaume-Uni (Grande-Bretagne et Irlande du Nord) veut renforcer les liens bilatéraux déjà existants, liens qui consistent déjà en la lutte contre le terrorisme au

Sahel, la coopération dans le domaine de l'énergie et les échanges commerciaux.

L'ambassadeur annonce qu'en l'espace d'une année, les exportations anglaises vers l'Algérie ont augmenté de 60% et les échanges entre les deux pays sont de l'ordre de deux milliards de dollars. « Pour le Royaume-Uni, l'Algérie est un pays important dans le domaine énergétique », dira-t-il, avant d'ajouter que « les échanges commerciaux sont sur la bonne voie ».

Par ailleurs, le diplomate a annoncé à l'occasion, que trois missions du Royaume-Uni (secteurs de l'économie, de l'éducation et des hydrocarbures) seront en janvier 2012 en Algérie. « L'année prochaine est importante pour nos deux pays. Vous fêterez le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance et chez nous, on fêtera le 60<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée sur le trône de notre reine et on accueillera les Jeux olympiques », dira-t-il.

Martyn Keiht Roper, pour qui, la région de Kabylie est « belle et accueillante » et renferme des possibilités d'investissements, rappelle que son pays est présent, en Algérie dans le domaine pharmaceutique et de l'éducation. A une question d'un investisseur algérien, qui se dit, « Normand d'adoption », pour qui la notion de transfert est plus que nécessaire, l'ambassadeur répond : « Le Royaume-Uni ne peut pas rivaliser avec les pays du Bassin méditerranéen, mais nous croyons qu'il y a un espace pour nous. Avec mon pays, vous pouvez avoir la quali-

té, la compétitivité et la confiance ». « Nous pensons organiser à Tizi-Ouzou une rencontre entre Britanniques et Algériens ».

Et d'ajouter : « Nous travaillons aussi avec le COA pour ce qui est du déplacement de familles algériennes pour les Jeux olympiques ».

Pour sa part, Marcus Grazette, l'attaché commercial de l'ambassade du Royaume-Uni à Alger, annonce que la mission sur l'éducation séjournera en Algérie du 16 au 20 janvier 2012, dont une vingtaine, s'occupera de la formation professionnelle.

Une autre mission, qui, elle, s'occupera du secteur pétrolier, arrivera le 28 du même mois pour quitter l'Algérie, une semaine après. Enfin, une troisième mission chargée des énergies renouvelables, dont le panneau solaire, arrivera à la mi-janvier. Pour cet attaché commercial, « s'il y a des entrepreneurs qui cherchent des partenaires anglais, je suis disponible, qu'ils m'appellent directement à l'ambassade ».

Pour lui, le Royaume-Uni travaille toujours avec les PME. « On pense que c'est important pour la création d'emplois surtout », ajoutera-t-il.

La représentante de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou s'est, quant à elle, demandée s'il y a une possibilité pour la formation LMD, comme c'est le cas avec la France. « Dans les années 1980, il y avait beaucoup de coopération dans le domaine de l'enseignement, malheureuse-

ment stoppée dans les années 1990, mais elle doit reprendre », répondra Martyn Keiht Roper, ajoutant qu'« au mois de mars, il y aura des tables rondes entre Britanniques et Algériens, mais avant, on doit d'abord, faire un travail de préparation ».

On est en train de chercher avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, mais aussi avec les écoles privées pour enseigner l'anglais ».

Dans un point de presse donné à juste après la rencontre-débat avec les opérateurs économiques, le premier responsable de la représentation du Royaume-Uni à Alger nous apprendra que plusieurs entreprises britanniques sont proches d'un accord avec l'Algérie. On apprend, par ailleurs, que son ambassade délivre, chaque année, 12 000 à 13 000 visas aux Algériens.

Enfin, à notre question de savoir s'il peut nous confirmer l'information selon laquelle l'Algérie a formulé une demande d'adhésion aux pays du Commonwealth, Son Excellence, l'ambassadeur du Royaume-Uni à Alger, confirme. « Effectivement, l'Algérie a émis le souhait de faire partie du Commonwealth, le ministre des Affaires étrangères et du Commonwealth a donné son accord, mais il reste l'aval des autres pays membres », avant d'ajouter que « l'Algérie est dans la même situation que le Rwanda ».

K. Bougdal